



## Genre, justice et sécurité

Défis structurels, innovations féministes et futurs radicaux

Résumé de rapport





### Genre, justice et sécurité : défis structurels, innovations féministes et futurs radicaux

Hub Genre, justice et sécurité du UKRI GCRF

Résumé de rapport

© 2024, Hub Genre, justice et sécurité du UKRI GCRF. Creative Commons BY-NC 4.0. La licence est disponible sur <a href="https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/">https://creativecommons.org/</a> licenses/by-nc/4.0/. Ce texte a été co-écrit par 150 membres du Hub. Pour plus de détails, voir le rapport complet sur <a href="www.TheGenderHub.com">www.TheGenderHub.com</a> .
Les auteurs autorisent également les professeures Kirsten Ainley et Christine Chinkin à agir en leur nom pour répondre aux questions et aux demandes concernant l'utilisation de leurs travaux en dehors des termes de la licence. Veuillez les contacter via

Genre, justice et sécurité: défis structurels, innovations féministes et futurs radicaux

# Résumé de rapport : principales conclusions et recommandations

#### Table des matières

Le Hub Genre, justice et sécurité	
Rapport du Hub	3
Défis structurels	3
Conclusions de recherche et recommandations	3
De nouvelles voies à explorer	11
Réflexions et recommandations à l'échelle du Hub	12
Appels à l'action spécifiques à chaque pays	14

## Le Hub Genre, justice et sécurité

Le Hub Genre, justice et sécurité s'attaque à certaines des injustices les plus pressantes observées aujourd'hui au niveau mondial. Les conflits et la violence sexiste ont des conséquences dévastatrices sur les individus, les familles et les communautés, et sont observables sur le long terme. Ils entravent également gravement la réalisation des objectifs de développement au niveau international. Le Hub est un réseau de recherche interdisciplinaire et transnational qui travaille avec la société civile locale et internationale, les praticiens, les gouvernements et les organisations internationales pour faire face à ces défis et faire progresser la réalisation de l'Objectif de développement durable sur l'égalité entre les sexes (ODD5), l'ODD16 sur la paix, la justice et des institutions efficaces, ainsi que la mise en œuvre du programme Femmes, paix et sécurité (FPS) du Conseil de sécurité de l'ONU. Grâce à la création de nouveaux réseaux et à la production de nouveaux savoirs, dont plus de 200 publications et comptes-rendus de recherche, le Hub Genre, justice et sécurité vient amplifier les voix des femmes et des groupes marginalisés, et pousse vers une évolution des politiques locales et mondiales ainsi que des réformes institutionnelles.

Le Hub comprend plus de 40 organisations partenaires, 150 membres à travers le monde et coordonne 38 projets de recherche. Son caractère novateur réside dans une ambition interdisciplinaire, un cadre féministe, l'ampleur de l'analyse comparative générée ainsi que l'idée d'approcher de façon

holistique les considérations sur l'égalité de genre et la justice durable pendant et après les conflits. Le Hub est géré par une équipe de direction composée d'éminents chercheurs internationaux spécialistes de la justice de genre, guidé par un corpus éthique de recherche féministes, et administré par le Centre pour les femmes, la paix et la sécurité (Centre for Women Peace and Security) basé à la London School of Economics and Political Science (LSE). Il constitue l'un des douze pôles de recherche interdisciplinaires financés par le United Kingdom Research and Innovation (UKRI) par l'intermédiaire du Global Challenges Research Fund (GCRF).

Genre, justice et sécurité : défis structurels, innovations féministes et futurs radicaux' forme la synthèse des principales conclusions et recommandations faites par le Hub, tant du point de vue des thèmes abordés, qu'au niveau des projets, mais aussi à l'échelle de chaque pays et plus globalement à celle du Hub tout entier. Rédigé collectivement par les membres du Hub, ce rapport met en évidence les analyses et réflexions développées dans son cadre tout entier, en présentant également les conclusions et recommandations formulées dans chaque axe de recherches et au sein même de chaque projet, tout en donnant place aux voix individuelles de ses membres. Il se divise en trois sections résumées ci-dessous : les défis structurels, les recherches du Hub et enfin les nouvelles voies à suivre. Vous trouverez plus d'informations sur le Hub et ses membres sur son site Web : www.TheGenderHub.com.



## Rapport du Hub

#### Défis structurels

L'ONU a élaboré un vaste cadre juridique ayant pour but de faire progresser l'égalité de genre, la justice et la sécurité. Les États membres en ont accepté les obligations, renforcées par les organes conventionnels de suivi des droits de l'homme et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. En outre, certaines initiatives politiques ont vu le jour, notamment au cours de ce 21 e siècle, avec les Objectifs de développement durable (ODD) et le programme pour les Femmes, la paix et la sécurité (FPS), qui devraient aboutir à une justice de genre et à des processus de paix inclusifs. Cependant, aucun pays n'est aujourd'hui sur le point d'atteindre les ODD établis et le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) s'est montré incapable de mettre en œuvre son propre programme FPS dans le cadre des conflits contemporains. La première section du rapport examine comment les obstacles structurels empêchent aujourd'hui l'accomplissement d'améliorations significatives concernant la vie des femmes et des groupes marginalisés vivant dans les environnements touchés par des conflits où les membres du Hub ont mené leurs recherches. L'analyse présentée ici révèle la manière dont le patriarcat, le capitalisme, la colonialité et la militarisation travaillent ensemble à façonner le caractère sexo-spécifique des conflits et des crises, créant un environnement hostile à la recherche telle qu'entreprise par le Hub, entretenant des réactions négatives liées au genre et entravant de ce fait le progrès sur les questions de genre, la iustice et la sécurité.

#### Conclusions de recherches et recommandations du Hub

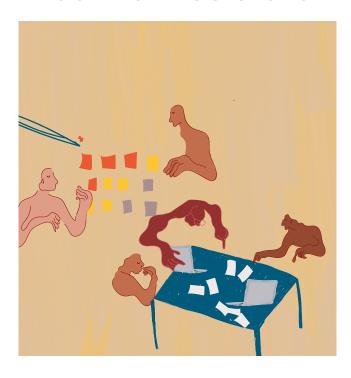
La deuxième section du rapport explore les travaux du Hub de manière plus approfondie et détaillée. Les recherches du Hub ont été menées dans le cadre de 38 projets indépendants répartis en six axes de recherche : transformation et autonomisation (empowerment); moyens de subsistance, terres et droits; masculinités et sexualités ; migration et déplacement ; cadres juridiques et politiques ; et innovation méthodologique. Les projets ont été menés principalement dans sept pays, l'Afghanistan, la Colombie, le Kurdistan-Irak, le Liban, la Sierra Leone, le Sri Lanka et l'Ouganda. Mais il s'étend également à plus d'une douzaine de pays d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Asie. Le chapitre trois situe le travail du Hub au niveau géographique en décrivant les principaux défis rencontrés dans chacun des pays cibles ainsi que les conclusions de recherches et recommandations associées à chacun d'entre eux. Les chapitres quatre à neuf présentent les questions principales soulevés pour chaque axe de recherche, avec résumés des sujets abordés, présentation des méthodes suivies, ainsi que les conclusions et recommandations élaborées pour chacun des projets menés au sein de chaque thème de recherche du Hub. Les principales recommandations issues de chaque axe de recherches sont décrites ci-dessous.

#### Structure de recherche du Hub Genre, justice et sécurité

AXES DE RECHERCHE	SECTIONS DU RAPPORT	PROJETS	PAYS (CAS D'ÉTUDE)
Transformation and Empowerment	4.2	Addressing Post-Colonial Legacies in Transitional Justice	Colombia, Northern Ireland
	4.3	Culture and Conflict	Afghanistan, India, Pakistan, Sri Lanka
	4.4	Gender, Governance and Peacebuilding	Jordan, The Philippines, Sri Lanka
	4.5	Legacies of the Disappeared	Colombia, Sri Lanka
	4.6	Political Economy of Reconciliation	Colombia
	4.7	The Potentialities and Politics of Transformation	Sri Lanka
	4.8	Social and Economic Rights in Transition	Northern Ireland
	4.9	Women's Political and Economic Empowerment	Colombia

AXES DE RECHERCHE	SECTIONS DU RAPPORT	PROJETS	PAYS (CAS D'ÉTUDE)
	4.10	Women's Rights after War	Bosnia-Herzegovina, Colombia, Iraq, Nepal, Sri Lanka, Rwanda
Livelihood, Land and Rights	5.2	Beyond War Compensation	Uganda
	5.3	Land Policy, Gender and Plural Legal Systems	Sierra Leone
	5.4	Land Reform, Peace and Informal Institutions	Colombia
	5.5	When Women Do Not Own Land	Sri Lanka
Masculinities and Sexualities	6.2	Changing SOGIE in Conflict, Peace and Displacement in the MENA Region	Lebanon, Turkey, Syria
	6.3	Cross-Border Wars, Sexuality and Citizenship	Uganda
	6.4	Men, Peace and Security	Cross-Cutting
	6.5	Sex, Love and War	Uganda
	6.6	Sexuality, Work and Gender Relations in Peacekeeping Missions	Bosnia, Democratic Republic of the Congo, Sierra Leone, South Sudan
	6.7	Transitional Masculinity, Violence and Prevention	Kurdistan-Iraq
Migration and Displacement	7.2	Gender and Forced Displacement	Afghanistan, Kurdistan-Iraq, Pakistan, Sri Lanka, Turkey
	7.3	Gendered Dynamics of International Labour Migration	Kurdistan-Iraq, Lebanon, Pakistan, Turkey
	7.4	Return, Reintegration and Political Restructuring	Afghanistan, Kurdistan-Iraq, Pakistan, Sri Lanka
Law and Policy Frameworks	8.2	Donor Funding and WPS Implementation	Colombia, Nepal, Northern Ireland
	8.3	Feminist Security Politics	Cross-Cutting
	8.4	Funding Transitional Justice	Cross-Cutting
	8.5	Gender and Conflict Transformation	Cross-Cutting
	8.6	Gender and Transitional Justice in Sri Lanka	Sri Lanka
Methodological Innovation	9.2	From Female Combatants to Filmmakers	Colombia, Uganda
	9.3	The Global Wellbeing and Resilience Index	Cross-Cutting
	9.4	Innovative Methodologies and Methodological Innovation	Cross-Cutting
	9.5	Narrating (In)Security	Sri Lanka
	9.6	Rights Research with Social Media	Cross-Cutting
	9.7	The Stories of Research	Cross-Cutting

#### TRANSFORMATION ET AUTONOMISATION



L'objectif de cet axe de recherche est d'explorer les concepts de « justice transformatrice » et d'« autonomisation » (empowerment) au sein des sociétés touchées par les conflits, dans le but de comprendre qui est autonomisé et de quelle manière. Il s'agit également d'explorer les défis auxquels sont confrontés les personnes qui cherchent à s'autonomiser, à la fois sur le plan pratique et institutionnel, dans de nombreuses sociétés en situation de conflit et post-conflit. Les principales conclusions et recommandations émanant de cet axe de recherche sont les suivantes :

- Réformes insuffisantes des droits des femmes et manque de transformation institutionnelle: les réformes juridiques et politiques ainsi que les changements institutionnels relatifs aux droits des femmes ont été insuffisants au travers des divers environnements de conflits et n'ont pas réussi à incorporer les analyses intersectionnelles.
- Héritages coloniaux dans la justice transitionnelle : les mécanismes de justice transitionnelle doivent s'attaquer aux héritages coloniaux, en reconnaissant l'impact structurel à long terme sur la participation des femmes et des hommes dans divers aspects de la société.

- Le manque de volonté du politique à mettre en œuvre les mécanismes de justice transitionnelle pose des défis importants : ces mécanismes, essentiels pour remédier aux injustices historiques et favoriser la réconciliation, se heurtent souvent à des résistances dues à l'environnement polarisé créé par les forces politiques. En conséquence, les droits et recours des victimes restent inaboutis, mettant en lumière un obstacle critique à la mise en œuvre effective de la justice transitionnelle.
- Complexités de la réconciliation : la réconciliation dans les sociétés post-conflit est complexe et multidimensionnelle. Les efforts de réconciliation doivent tenir compte de facteurs tels que l'âge, le sexe et le type de victimisation subie. Des mesures adaptées aux attentes et aux besoins des diverses populations sont essentielles.
- La centralité des voix des femmes : les femmes et leurs voix doivent être placées au centre des transformations et des interventions dans les contextes d'après-guerre. Il est essentiel de reconnaître le rôle des femmes et l'importance de leur participation à la justice et la sécurité, conformément aux programmes internationaux tels que le FPS et les ODD..
- Utilisation de la culture dans la résolution des conflits: les projets culturels peuvent servir de fondement aux réparations, à la guérison et à l'autonomisation (empowerment) des femmes, contribuer à leur émancipation économique et faciliter leurs déplacements.
- Impact de la pandémie de COVID-19 : malgré les progrès réalisés, la pandémie de COVID-19 a provoqué un sérieux recul dans la recherche et la pratique. Elle a modifié la trajectoire menant à l'égalité de genre, avec des politiques nationales et internationales semblant plus régresser que progresser.

#### MOYENS DE SUBSISTANCE, TERRES ET DROITS



Cet axe de recherche se concentre sur l'interaction entre la justice transitionnelle, les relations de pouvoir sexospécifiques et les droits socio-économiques, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre et à la propriété. Ces recherches explorent les défis uniques auxquels sont confrontées les femmes, qui deviennent souvent chefs de famille après un conflit, tout en ayant du mal à accéder à la propriété foncière et à la terre en raison de discriminations et d'exclusions antécédentes. Les principales conclusions et recommandations de l'axe de recherche sont les suivantes:

- Pluralisme juridique et lacunes de mise en œuvre : la coexistence de lois coutumières avec des lois générales entraîne des flous juridiques dont l'application affecte de manière disproportionnée les femmes. Il est nécessaire de procéder à une réforme juridique, à une transformation culturelle et à une sensibilisation accrue à ces questions pour garantir le respect des droits des femmes.
- Rôle des institutions traditionnelles et informelles:
   les institutions traditionnelles et informelles ont une forte capacité à régler les conflits fonciers et soutenir les droits des femmes, en particulier dans les situations post-conflit, en renforçant la justice pour les femmes et la cohésion sociale.

- Défis de la justice transitionnelle et de la restitution des terres : la mise en œuvre des mesures de justice transitionnelle est complexe, en particulier en ce qui concerne la restitution des terres. Des cadres institutionnels plus solides et des processus plus transparents aideraient à combler le fossé entre la loi et la pratique.
- Autonomisation économique et bien-être social:
   la propriété foncière est essentielle à l'émancipation économique des femmes et à leur bien-être général. Il est essentiel de lever les obstacles à l'accès à la terre et à la propriété foncière pour faire progresser l'égalité de genre.
- Structures patriarcales et normes culturelles : les structures patriarcales et les normes culturelles ont un impact significatif sur les droits fonciers des femmes. Les efforts visant à transformer ces normes et à promouvoir l'égalité de genre dans la gestion foncière sont essentiels.
- Réformes des politiques et de la gouvernance : des réformes des politiques et de la gouvernance ainsi que des mesures visant à impliquer les femmes dans les processus décisionnels sont nécessaires pour garantir un accès équitable à la terre.
- Sensibilisation et défense des intérêts : il est essentiel de sensibiliser et de défendre les droits fonciers des femmes par le biais de l'engagement communautaire et du dialogue avec divers acteurs. Cela devrait être complété par une aide juridique et un soutien aux femmes confrontées aux mécanismes de résolution des conflits fonciers.

#### **MASCULINITES ET SEXUALITES**



L'axe de recherche Masculinités et sexualités explore différents aspects des constructions de la masculinité, de la sexualité et de la violence, en étudiant la manière dont elles évoluent et comment elles sont influencées par les conflits et les logiques régionales. Les principales conclusions et recommandations de cet axe de recherche sont:

- Réflexion par le dialogue et les discussions de **groupe :** favoriser le dialogue communautaire et les discussions de groupe est impératif pour promouvoir la réflexion, la pensée critique et permettre d'évaluer les dynamiques sociales de la violence, de la masculinité et des questions liées au genre.
- Appropriation communautaire: il est important que les solutions soient élaborées au sein de la communauté plutôt que par des acteurs externes. Il est nécessaire d'organiser davantage de conversations au niveau communautaire, menées par des leaders culturels et religieux locaux, des éducateurs et des militants, pour aborder les questions de normes sociales et les questions liées au genre, ainsi que de travailler à l'élaboration de solutions portées par la communauté.

- Autonomisation (empowerment) au travers de **l'expression artistique:** utiliser une variété de méthodes créatives, tels que des ateliers d'écriture de poésie et des activités de photo-textes, semble efficace pour encourager les formes d'expression individuelle, remettre en question les stéréotypes et aider à la réflexion sur les questions sociales.
- Renforcement des capacités et changement de politique: collaborer avec les ministres importants du gouvernement pour renforcer les capacités et influencer les politiques peut être un moyen efficace d'influencer les changements systémiques et de promouvoir la sensibilisation aux questions de genre. Cependant, il reste crucial de reconnaître la réticence accablante des agences gouvernementales à accepter et à intégrer le changement ou à adopter de nouvelles approches, souvent en raison de contraintes réglementaires et de pressions sociétales.
- **Approche interdisciplinaire:** examiner les questions sociales, telles que le genre et la violence, à travers une perspective multidisciplinaire est crucial car cela fournit des informations plus précises et dynamiques sur les causes profondes de problèmes enracinés. En outre, encourager la collaboration entre les disciplines permet d'enrichir les points de vue et d'améliorer l'impact global de chaque projet tout en s'assurant que les efforts ne soient pas dupliqués.
- Réponses coordonnées : atteindre l'égalité de genre n'est pas la seule responsabilité des ONG et des militants, et cela n'est pas réalisable sans l'engagement de la communauté au sens large. Une approche efficace nécessite des réponses coordonnées du gouvernement, du secteur des ONG, des bailleurs de fonds et des donateurs, des médias et de la communauté au sens large.
- Impact de la COVID-19 : La pandémie mondiale a accru la violence sexiste à l'égard des femmes et des personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre, une expression de genre et des caractéristiques sexuelles diverses (SOGIESC).

#### MIGRATION ET DEPLACEMENT



Les projets développés dans le cadre de cet axe de recherche analysent les aspects sexo-spécifiques des différentes formes de déplacement et de migration internes et internationaux au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Ils formulent des recommandations au niveau international pour élaborer des politiques traitant des questions de genre qui vont au-delà des discours et initiatives dictés d'en haut et travaillent avec des organisations locales et des groupes communautaires. Les principales conclusions et recommandations de cet axe de recherches comprennent :

- Disparité entre les sexes dans la santé et l'éducation : tous les environnements étudiés comportent de profondes différences entre les sexes en matière de santé et d'éducation, et les populations déplacées n'ont pas accès à l'eau potable, à des conditions de vie et de santé génésique salubres..
- Formation et communication : il existe un besoin réel d'améliorer auprès des gouvernements nationaux et locaux la formation et la communication autour des politiques plus favorables à l'égalité entre les sexes développées au niveau international. Cela favoriserait une prise de conscience et plus grande compréhension de l'importance d'intégrer l'analyse de genre dans les politiques de déplacement forcé, de rapatriement et de migration.

- Mise en œuvre des politiques: les politiques favorables
  à l'égalité entre les sexes et les formations sur les
  déplacements forcés doivent être mieux mises en œuvre aux
  niveaux national et local.
- Motivation de la migration de retour: les facteurs déterminant la migration de retour sont principalement les conditions de vie précaires, le racisme et la discrimination (accentués durant la COVID-19) vécus dans le pays d'accueil, et parallèlement une amélioration ou stabilité des conditions dans le pays d'origine, ce qui peut rendre le retour possible, rentable ou les deux à la fois.
- Manque de politiques et d'aide au retour : le manque de politiques et d'aide spécifiques à la migration de retour empêche certains migrants de retourner dans leur pays d'origine, ayant peu d'opportunités sur le marché du travail et un accès limité au logement et à l'éducation.
- Pouvoir des agences de recrutement: les agences de recrutement disposent d'un pouvoir important leur permettant de faciliter la migration et d'influencer les conditions auxquelles sont confrontées les femmes migrantes, en particulier dans les pays dotés du système de Kafala comme le Liban.
- Inégalités et violence : l'action et la contribution des femmes dans les divers aspects de migration sont minées par les inégalités structurelles et la violence qui entravent leur capacité à participer aux marchés du travail.
- Lacunes dans la recherche: il est nécessaire de produire davantage de recherches sur la diversité des dimensions sexo-spécifiques des migrations dans les pays du Sud et des efforts plus importants doivent être entrepris pour améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs domestiques qui ne sont pas couverts par les lois du travail standard.
   Cela devrait s'effectuer en partenariat avec des groupes communautaires afin de mieux comprendre les expériences vécues et les besoins distincts des femmes migrantes dans ces contextes.

#### **DROIT ET CADRE DES POLITIQUES**

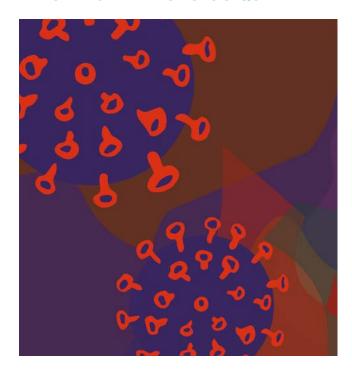


Cet axe de recherche se concentre sur les liens entre les politiques locales et internationales, en considérant l'impact des politiques et pratiques promues au niveau international sur les États du Nord comme du Sud. Les projets rassemblent des données quantitatives et qualitatives sur les effets des politiques des donateurs, des structures institutionnelles et des modèles de financement sur la justice transitionnelle et les femmes, la paix et la sécurité. Ils examinent enfin le bilan à ce jour les politiques de résolution de conflit transformatrice et les lois en matière de protection sensibles aux différences entre les sexes. Les principales conclusions et recommandations de cet axe de recherche incluent:

• Le genre n'est pas juste un complément (ou le **synonyme de femmes):** dans de nombreux cas, les perspectives de genre sont encore marginalisées, les données statistiques modulées selon les sexes ne sont pas priorisées et l'on présume qu'inclure les femmes dans les processus de paix et de justice permet de traiter de la" dimension de genre".

- Impacts sexistes des politiques : malgré l'importance apparente accordée à la justice de genre et le souci d'impliquer les questions de genres dans les politiques au niveau international, de nombreuses politiques et pratiques, tant au niveau national qu'international, continuent d'avoir des effets profondément inégaux selon le genre.
- Le langage compte : il est important, dans la mesure du possible, de familiariser les décideurs politiques à une définition commune de certains concepts clés comme la 'justice', la 'période de paix' et le 'post-conflit', tout en conservant un scepticisme constructif quant à la possibilité ou à la nécessité d'aligner l'écosystème politique du FPS (Femmes, Paix et Sécurité) à ces interprétations communes.
- Le silence compte aussi : dans les discussions politiques les chercheurs doivent prendre en compte qui est capable de s'exprimer et d'être entendu, ce qu'ils choisissent d'évoquer et quelles personnes et sujets sont réduits au silence.
- Amplifier les voix : dans les conflits et situations de conflit, les organisations qui travaillent sur le terrain pour la paix et la justice sont des détenteurs de savoirs et doivent être valorisées en tant que telles. Les déséquilibres de pouvoir et les pénuries de financement ont un impact disproportionné sur les organisations locales, limitent leur accès aux lieux décisionnels et privilégient les acteurs du Nord global.
- La déconnexion entre le local, le national et le mondial: les aspects nationaux et internationaux des cadres politiques clés ne se rejoignent pas toujours bien et les acteurs locaux ne trouvent pas nécessairement les cadres d'action internationaux tels que le programme FPS utile dans leur travail quotidien.
- Financement responsable, transparent et participatif: les acteurs internationaux, et en particulier les donateurs, peuvent influencer de façon significative le travail de justice et de réconciliation effectué après un conflit, mais l'accès aux données sur le financement est limité.

#### INNOVATION MÉTHODOLOGIQUE



Ces projets visent à contribuer à des sociétés plus résilientes, équitables et pacifiques grâce à des avancées méthodologiques innovantes. Ils développent des approches féministes participatives et collaboratives qui s'adaptent aux contextes changeants tout en adhérant toujours à des principes de protection et éthiques forts. Les principales conclusions et recommandations de cet axe de recherche comprennent :

 Réflexivité et relationnalité: la réflexivité et la relationnalité sont essentielles à la recherche dans ce domaine. Les méthodologies doivent être spécifiques au contexte, sensibles aux conflits, prévenantes et collaboratives. Les chercheurs doivent concevoir et mener des études en collaboration avec les communautés qu'ils cherchent à soutenir, en reconnaissant la nature collective de la culture des connaissances.

- Impact des crises sur la recherche : les crises telles que la pandémie de COVID-19, les coupes budgétaires et les bouleversements politiques mettent à l'épreuve la résilience des méthodologies de recherche et des cadres éthiques. Les chercheurs doivent être prêts à s'adapter et à répondre à ces défis.
- Méthodologies innovantes: l'utilisation de méthodologies innovantes, telles que la réalisation de films participatifs et les approches basées sur les arts, ou la réalisation d'entretiens en ligne avec des personnes qui ne pourraient normalement pas participer à un projet de recherche, peut améliorer l'impact et la portée de la recherche, favorisant un engagement et une compréhension plus approfondis parmi des publics divers.
- S'appuyer sur des méthodes participatives et fondées sur les arts: ces méthodes doivent être généralisées dans les contextes touchés par des conflits pour faciliter les espaces où les communautés peuvent partager et gérer leurs expériences, contribuant ainsi à une recherche plus éthique et plus influente.
- Renforcer les efforts de collecte de données :
  il est nécessaire d'investir davantage dans la collecte de
  données, en particulier dans les environnements précaires
  et à faibles revenus, pour combler les lacunes critiques et
  améliorer l'évaluation du bien-être et de la résilience de la
  société. L'utilisation de données statistiques modulées selon
  les sexes, l'âge et d'autres classifications intersectionnelles
  clés est devenue absolument indispensable.

#### **DE NOUVELLES VOIES À SUIVRE**

11

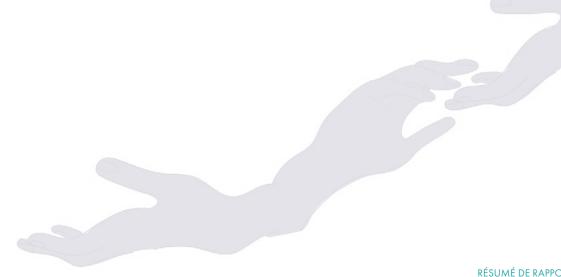
N'oubliez pas d'imaginer et de façonner les mondes sans lesquels vous ne pouvaient vivre, tout en démantelant ceux dans lesquels vous ne pouvez plus subsister. "

RUHA BENGAMIN, IMAGINATION: A MANIFESTO, 2024.

La troisième section du rapport propose de nouvelles voies aux universitaires, aux praticiens, aux législateurs, aux décideurs politiques et aux militants qui œuvrent pour la justice de genre et la paix inclusive. Le chapitre dix explore le Hub lui-même en tant que modèle de changement – en disséquant comment sa pratique féministe interdisciplinaire, transnationale et collaborative peut soutenir les avancées dans la résolution de défis insolubles et interdépendants. Les avantages, les faiblesses, les défis et les risques du modèle féministe, des pratiques et de l'éthique du Hub sont explorés ici. Deux stratégies sont proposées pour surmonter les défis identifiés : 1) tisser des réseaux de recherche féministe holistique ; et 2) anticiper et gérer les frictions. Ce n'est que lorsque des réseaux sont construits au-delà des disciplines, des frontières nationales et des clivages entre universitaires et praticiens que des réseaux comme le Hub sont en mesure de faire face aux défis posés conjointement par le patriarcat, le capitalisme, le colonialisme et le militarisme.

Le travail du Hub démontre la valeur d'une application globale du féminisme à la recherche, de la conception à la dissémination. L'éthique féministe combinée à une position épistémologique pluraliste a ouvert l'espace nécessaire pour que le féminisme apparaisse dans une multiplicité d'endroits au sein du Hub – pour que le centre de recherche lui-même soit semblable à un écosystème de tissage de toile ('web-weaving ecosystem'). L'expérience du Hub souligne également l'importance d'anticiper et de gérer les désaccords. Les chercheurs féministes doivent se préparer à faire face à des désaccords en investissant dans le développement d'une culture de conflit constructive ancrée dans des politiques claires et élaborées de manière collaborative et des structures de soutien pour répondre aux menaces et aux défis externes ainsi qu'aux désaccords et aux conflits internes. Pour ce faire, il faut un processus de solidarité et de responsabilité aimante pour garantir que les frictions soient exploitées comme une force constructive : une énergie créative qui éclaire les défis et révèle de nouvelles possibilités.

Le chapitre 11 explore la vision globale du Hub et appelle à l'action pour un avenir radicalement transformé, caractérisé par des droits fondés sur le genre ; la dignité ; l'absence de violence ; la justice économique, raciale et dé-coloniale ; le changement structurel; les mouvements mondiaux pour le changement social ; des lois et des politiques fortes ; la consolidation de la paix inclusive ; des niveaux élevés de confiance ; des politiques équitables et l'importance de l'espoir. Le chapitre énonce neuf principes issus du travail collectif du Hub qui ouvre la voie à des futurs que nous imaginons. Les principes sont résumés ci-dessous..



#### RÉFLEXIONS ET RECOMMANDATIONS À L'ÉCHELLE DU HUB

Écouter davantage	Continuer à parler du genre	Nommer les problèmes structurels
Tisser des toiles féministes	Anticiper et gérer les désaccords	Placer l'activisme au centre
Combler les lacunes de mise en œuvre et financer le travail	Intégrer les arts et la culture	Accroitre, connecter, et transmettre des bases de données probantes

#### 1. Écouter davantage

En premier lieu, écoutez les personnes les plus touchées par l'injustice et l'insécurité liées au genre.

La prise en compte des voix et des expériences vécues par les femmes et les groupes marginalisés doit rester au premier plan du travail sur la justice de genre. En outre, il est nécessaire d'écouter un éventail de perspectives allant au-delà des bulles des réseaux pour la justice de genre déjà existants et celles de ses alliés. Si l'écoute seule ne suffit pas, elle constitue un chemin important vers un processus de consolidation de la paix plus inclusif qui met l'accent sur l'expertise et l'expérience des personnes les plus touchées et qui invite une large coalition de parties prenantes à participer au processus de changement social.

#### 2. Continuer à parler du genre

Prenez le genre au sérieux et continuez à en parler – personnellement, politiquement et professionnellement.

Parler du genre dans des contextes tels que le droit et l'élaboration des politiques, la recherche et l'activisme peut être perturbateur, mais une telle perturbation est nécessaire et peut être génératrice de changement social et politique. Parler du genre est particulièrement important dans le contexte de la montée de mouvements antiféministes soutenus et extrêmes où le genre est devenu une arme, le discours critique sur le patriarcat est réduit au silence, et où l'attention et les ressources sont détournées.

#### 3. Nommer les problèmes structurels

Les problèmes du patriarcat, du capitalisme, de la colonialité et du militarisme doivent être nommés dans les corridors du pouvoir, car ce qui n'est pas dit devient trop souvent incontesté et n'est plus remis en question.

Les études féministes ont depuis longtemps apporté des éclairages théoriques et pratiques sur la manière dont le langage joue un rôle et sur la manière dont les histoires que nous racontons sur les problèmes sociaux façonnent nos mondes et nos imaginaires sociaux, influençant ainsi notre façon de penser et d'agir. Pour s'attaquer aux violences structurelles inextricables et imbriquées du patriarcat, du capitalisme, de la colonialité et du militarisme, il faut à la fois une grammaire de la justice de genre et la volonté politique de nommer directement cette violence.

#### 4. Tisser des toiles féministes

Les défis insurmontables du patriarcat, du capitalisme, du colonialisme et du militarisme sont interdépendants et imbriqués. Les approches pour y faire face doivent être intersectionnelles, synchronisées et holistiques.

Tisser des toiles implique de se concentrer sur la connexion – en réunissant des perspectives et des approches multiples grâce à une analyse intersectionnelle, des partenariats transnationaux, des méthodes interdisciplinaires et des collaborations multisectorielles avec des universitaires, des praticiens, des militants, des législateurs et des décideurs politiques. Cela souligne également la valeur d'une application holistique de la pensée et de la pratique

féministes à chaque étape du processus de recherche et les façons dont une éthique féministe de soin et de construction communautaire est essentielle. Un travail important reste cependant à faire auprès des donateurs et des organismes de financement pour garantir que les leçons tirées des projets de justice de genre à grande échelle comme ceux du Hub puissent être reproduites dans le futur et à différentes échelles.

#### 5. Anticiper et gérer les désaccords

La recherche féministe nécessite à la fois d'atténuer et de prévenir les menaces et les défis externes et d'adopter un engagement constructif face aux tensions et contradictions internes.

Les chercheurs féministes doivent anticiper et gérer de manière proactive les défis et les résistances externes. Cela implique d'investir du temps, du financement et de l'expertise dans la gestion de projets et de risques, et d'analyser les dynamiques de pouvoir et les relations existantes entre les projets, les institutions, les bailleurs de fonds et les communautés les plus directement affectées. Une recherche féministe aboutie nécessite également de s'attaquer aux défis internes en mettant l'accent sur une éthique féministe altruiste, valorisant l'importance des relations, en naviguant entre compromis et résistance avec une responsabilité aimante, et en développant une culture constructive du conflit.

#### 6. Placer l'activisme au centre

Reconnaître et soutenir l'activisme féministe et le placer au cœur de la recherche, de l'activisme, du droit et de l'élaboration des politiques en matière de justice de genre.

Il est essentiel de prioriser, financer et protéger l'activisme de terrain pour la justice de genre. La construction d'une paix inclusive nécessite des approches de changement social à la fois descendantes et ascendantes, et il est impératif de ne pas minimiser ni délégitimer cette dernière. Pour y parvenir, il est nécessaire d'investir dans l'organisation communautaire à l'échelle locale, nationale et transnationale. Ces rôles doivent être reconnus comme des emplois valorisés, stables et durables pour les personnes impliquées.

#### 7. Combler les lacunes de mise en œuvre et financer le travail

Le discours compte, mais l'action prime.

Bien que de nouvelles lois et politiques puissent être nécessaires dans certains domaines, la mise en œuvre complète de

l'architecture juridique et politique existante, y compris les ODD et le programme FPS, accélérerait considérablement les progrès vers la justice de genre et la paix inclusive. Cela nécessite un financement plus significatif, durable et transparent. Trop souvent, la rhétorique de la justice de genre des personnes au pouvoir ne parvient pas à se matérialiser en une mise en œuvre politique concrète et un financement adéquat. Pour atteindre la justice de genre et la paix inclusive, il faut agir, et l'action nécessite des ressources.

#### 8. Intégrer les arts et la culture

Les arts et la culture sont des composantes essentielles du travail sur la justice de genre et la sécurité et doivent être intégrés de manière significative dans les projets, les campagnes et les théories du changement.

Les arts et la pratique culturelle doivent être considérés comme des composantes stratégiques du travail sur la justice de genre qui peuvent être utilisées pour mobiliser divers publics, y compris les professionnels de la création et le grand public. Les approches artistiques et culturelles peuvent être des moyens contextuels et multidimensionnels servant à éduquer, analyser, traiter, guérir, connecter, exprimer, diffuser, rechercher la justice, faire progresser le changement social et envisager de nouveaux avenirs radicalement transformés. Les arts sont cruciaux et pas uniquement accessoires.

#### 9. Accroitre, connecter, et transmettre des bases de données probantes

Il est nécessaire de mener davantage de recherches féministes, ainsi que de collecter plus de des données statistiques modulées selon les sexes, de créer des partenariats d'échange de connaissances équitables, et de développer des stratégies de communication de la recherche qui soient à la fois efficaces et sensibles.

Il est urgent de mener des recherches plus approfondies afin de répondre à un large éventail de questions clés soulevées par les travaux du Hub, ainsi que pour combler le manque de données modulées selon les sexes, les lacunes persistantes dans la littérature académique, et les défis sociaux, politiques et technologiques émergents. Il est également essentiel de travailler à mieux lier les connaissances existantes, briser les cloisonnements disciplinaires et les clivages entre chercheurs et praticiens et de communiquer les savoirs de manière efficace et sensible auprès des diverses parties prenantes.

#### Appels à l'action propres à chaque pays

Mettre en œuvre les neuf principes du Hub pour apporter un changement radical et concret nécessite des actions concrètes au sein des sociétés touchées par les conflits et au-delà. Les résultats des projets du Hub en rapport avec les pays ciblés par ce travail de recherche et les recommandations qui en découlent sont considérés plus en détail dans le Chapitre 3 et résumés ci-dessous.

#### **AFGHANISTAN**



Avant la prise de pouvoir des talibans en août 2021, les principales conclusions des projets portant sur l'Afghanistan se focalisaient sur l'insécurité physique et économique et sur la manière dont les femmes et les groupes marginalisés continuaient de générer à la fois des moyens de subsistance et une communauté en temps de crises. Les projets documentent également les effets multiples et sexo-spécifiques liés au déplacement subi par la population afghane, en termes de santé, d'isolement social, de statut juridique et d'accès à l'éducation et à l'emploi. Cependant, sous le contrôle des talibans, bon nombre de ces recommandations ne peuvent être mises en œuvre de manière réaliste en raison des politiques draconiennes du régime concernant les droits des femmes et leur participation à la vie publique. Elles sont néanmoins partagées dans ce rapport, afin de fournir un cadre pour le plaidoyer futur, pour documenter le travail effectué et continuer à mettre en lumière le plaidoyer des femmes d'hier et d'aujourd'hui.

#### **Recommandations**

Recommandations avant août 2021

#### Gouvernement afghan:

• Autonomisation (empowerment) économique : élaborer et soutenir des programmes d'émancipation

- économique des femmes déplacées, en particulier dans le secteur de l'artisanat.
- Programmes éducatifs: mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à prévenir les mariages précoces et à promouvoir l'éducation des filles.
- Réduire la discrimination dans l'éducation: réviser et modifier la politique et les pratiques éducatives communautaires pour lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, l'origine ethnique, et la langue.
- Services de santé mentale: mettre en place des services de santé mentale accessibles aux populations déplacées, en mettant l'accent sur la prise en compte des facteurs de stress spécifiques à ces communautés et aux femmes et aux filles qui y vivent.

### Agences des Nations Unies, ONG internationales, et acteurs humanitaires :

- Santé des femmes : donner la priorité aux initiatives de santé des femmes, notamment aux services de santé prénatale et reproductive.
- Besoins fondamentaux et assainissement: promouvoir et fournir l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et à la sécurité alimentaire afin d'atténuer les crises sanitaires.
- Plaidoyer pour la paix et la réconciliation : plaidoyer pour les processus de paix en Afghanistan, en mettant l'accent en particulier sur l'inclusion des femmes, tout en encourageant à interagir avec les Afghans ayant déjà les compétences et l'expérience requises.
- Sensibilisation aux droits et accès à la justice : sensibiliser aux droits des femmes et des réfugiés, améliorer leur compréhension, et offrir un soutien pour faciliter l'accès à ces droits.

#### Communauté internationale et pays d'accueil :

- Soutien aux migrants et aux rapatriés afghans : aider les rapatriés et les migrants afghans en termes de placement professionnel, d'intégration sociale et de lutte contre la pauvreté.
- Utilisation des compétences : identifier et utiliser les compétences et les qualifications des experts afghans, en particulier ceux qui ont été déplacés, pour contribuer positivement à leurs communautés d'accueil et à leur pays d'origine.
- Protection juridique des migrants : renforcer la protection juridique des migrants afghans, en particulier des femmes, et faciliter leur intégration et leur accès aux services publics.

#### Recommandations après août 2021

#### Gouvernements extérieurs, ONG et organisations internationales:

- Engager, organiser et mobiliser les experts afghans en Afghanistan et dans toute la diaspora: pour soutenir les Afghans, dans leur pays d'origine et dans la région, l'ONU, les pays d'accueil des réfugiés et les organisations de la diaspora afghane doivent élaborer des politiques pour identifier les experts afghans et déterminer la meilleure façon d'utiliser leur capital social, humain, culturel et économique.
- Exercer une pression pour catalyser le processus de paix actuellement au point mort : la communauté internationale doit utiliser toute l'influence dont elle dispose sur les talibans pour faire pression sur eux afin qu'ils entament le processus de paix arrêté et la réconciliation entre toutes les facettes de la société, y compris les femmes.
- Réorienter le discours pour se concentrer sur le travail qui est encore possible et le soutenir : dans la situation actuelle, les femmes ont toujours la possibilité d'utiliser leurs compétences pour générer une contribution financière. Malgré les attaques profondes et soutenues contre les droits, la sécurité et les moyens de subsistance des femmes, celles-ci continuent de travailler, en particulier dans des systèmes qui leur permettent de rester à la maison. Pour soutenir ce travail, les routes commerciales entre l'Afghanistan et le Pakistan sont vitales. Les organisations internationales devraient œuvrer pour maintenir ces routes

- commerciales afin de permettre aux marchandises, telles que les produits artisanaux, de quitter le pays pour générer des revenus. Les ONG devraient continuer à soutenir les travaux qui permettent aux femmes de générer un revenu.
- Inclure et défendre l'inclusion des femmes dans les **processus politiques :** les femmes afghanes risquent d'être effacées des dialogues sur l'avenir de leur nation qui sont menés par la communauté internationale à l'heure actuelle. Si les talibans venaient éventuellement à être reconnus dans les années à venir, cet effacement pourrait couter cher aux futures générations de femmes afghanes. Tous les donateurs et décideurs politiques devraient placer l'égalité de genre au cœur de leur plaidoyer et de leur politique.
- Les réponses aux crises sont souvent ignorantes des questions de genre et doivent tenir compte des inégalités intersectionnelles : La crise de 2021 a clairement montré que les politiques de protection, y compris l'évacuation et l'accès aux visas humanitaires et à la sécurité associée, étaient insensibles aux questions de genre. Les programmes de réinsertion connexes ont également montré un manque de prise en compte des inégalités intersectionnelles en Afghanistan. La boîte à outils développée par le Hub sur la crise de l'intersectionnalité des genres comble ce manque de compréhension et devrait être utilisée et adaptée à d'autres contextes.

#### COLOMBIE



Les projets sur la Colombie étudient l'impact des divers aspects des processus de paix et de réconciliation. Les projets explorent les limites de l'émancipation politique et économique des femmes dans le pays, les disparités entre les réparations symboliques offertes par les institutions de justice transitionnelle et les réparations matérielles dont les communautés ont besoin, les défis de la réintégration et les séquelles à long terme du colonialisme. Il est constaté que le processus de restitution des terres est souvent lent et imparfait et qu'il y a eu un déclin inquiétant du financement international et de l'attention portée aux droits des femmes, à l'autonomisation et à l'égalité de genre.

#### **Recommandations**

#### Gouvernement de Colombie :

- Politiques de réconciliation réactives: créer des programmes de réconciliation qui reconnaissent et intègrent la complexité des expériences individuelles de conflit, en offrant des réparations matérielles ciblées parallèlement à des actes symboliques.
- Justice économique pour les femmes rurales :
   améliorer les systèmes de soutien aux femmes rurales, tels
   que dans l'éducation et les droits fonciers, afin de remédier
   aux disparités économiques et de promouvoir l'égalité de
   genre.
- Restitution transparente et efficace des terres : revoir et réformer le processus de restitution des terres en mettant l'accent sur la transparence et l'efficacité, en garantissant la cohérence juridique et des résultats axés sur les victimes.

- Approche intersectionnelle des institutions judiciaires: la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), l'Unité des victimes et le Comité de suivi de la Commission pour la clarification de la vérité, la coexistence et la non-répétition (CEV) devraient privilégier une approche intersectionnelle dans leur travail, dans la mesure du possible, afin de comprendre pleinement la situation des personnes particulièrement vulnérables et de fournir des mécanismes de réparation appropriés.
- Racines coloniales d'une justice inéquitable : lors de l'évaluation de la mise en œuvre des 74 recommandations finales formulées par la CEV, Le Comité de suivi devrait prendre en compte les héritages coloniaux et les contraintes structurelles pesant sur la réconciliation.
- Leadership local et éducation interculturelle : les voix des communautés autochtones et afro-descendantes doivent être au centre du processus de justice transitionnelle. Intégrer les dirigeants locaux dans la conception et l'exécution des politiques afin de garantir que les programmes répondent aux besoins et aux attentes spécifiques de leurs communautés.
- Attentes en matière de réconciliation: organiser un dialogue national pour clarifier et définir la réconciliation, sa portée et ses limites, afin de garantir une attente unifiée et réaliste vis-à-vis du processus.

#### Société civile et acteurs internationaux :

- Modèles de financement durables et flexibles:
   élaborer des modèles de financement apportant un soutien
   à long terme aux Organisations de la société civile (OSC)
   dirigées par des femmes, permettant la poursuite des
   programmes déjà couronnés de succès et leur extension,
   tout en allouant les ressources d'une manière qui s'adapte
   aux contextes et besoins changeants.
- Participation significative et diversifiée: veiller à inclure des groupes de femmes divers et variés, y compris les anciennes combattantes, les victimes et les groupes autochtones, à tous les aspects de la mise en œuvre de la paix, allant du désarmement, aux droits à la démobilisation et à la réinsertion, aux opportunités économiques et à la justice transitionnelle.

- Renforcement des capacités des organisations de terrain : attribuer des ressources pour renforcer la capacité des groupes marginalisés et des organisations de terrain à répondre aux besoins spécifiques de la communauté avec des compétences culturelles et des connaissances locales. Le financement doit être mis à la disposition des organisations plus petites et plus informelles et être garanti en ce qui concerne les questions de genre tout au long du processus de mise en œuvre de la paix.
- Programmation intersectionnelle et holistique en matière de genre : éviter les approches monothématiques en matière de défense du genre, qui peuvent perpétuer les hiérarchies sociales et politiques existantes. Mettre l'accent sur la violence perpétuée par les structures d'oppression interconnectées subies par les femmes et les groupes minoritaires.
- Influences coloniales sur la justice transitionnelle: les recherches qui tentent d'étudier le colonialisme historique devraient elles-mêmes adopter une approche méthodologique décoloniale et s'engager auprès des communautés autochtones et afro-descendantes.

**KURDISTAN-IRAK** 



Les recherches menées par le Hub sur le Kurdistan-Irak révèlent les obstacles auxquels sont confrontées les femmes en raison des défaillances des systèmes politiques et juridiques, du patriarcat profondément enraciné et des réactions négatives liées au genre, y compris de forts degrés de harcèlement perpétrés à l'encontre des militants du droit des femmes. Ces projets démontrent également le décalage entre les politiques internationales et les réalités locales, tant en termes de discours que de pratiques de gestion des populations déplacées, et

soulignent en revanche comment les migrants de retour dans leur pays contribuent à la paix, au développement, à l'égalité de genre et au marché du travail.

#### **Recommandations**

#### Gouvernement régional du Kurdistan-Irak :

- Interagir avec les hommes et remettre en question les normes patriarcales : augmenter le financement et les ressources allouées aux initiatives locales qui se consacrent à interagir avec les hommes, en particulier ceux qui occupent des postes de pouvoir, afin de remettre en question les normes patriarcales et résister à l'accroissement des réactions négatives liées au genre.
- Politiques viables et durables pour les rapatriés : élaborer des politiques viables et durables dans le but d'encourager les hommes et les femmes hautement qualifiés à retourner au Kurdistan et contribuer au développement économique et à la paix.
- Collaborer avec la diaspor : créer un département des affaires de la diaspora pour collaborer avec et bénéficier du capital humain, culturel, social et économique de la diaspora kurde; identifier les pénuries de main-d'œuvre, créer des réseaux de rapatriés potentiels et évaluer leur contribution possible au développement durable.
- Se concentrer sur les droits et les contributions des **femmes rapatriées :** travailler avec des partenaires non gouvernementaux pour établir et mettre en œuvre des politiques visant à développer des politiques positives pour les femmes et à bénéficier des compétences des femmes rapatriées.

#### Acteurs internationaux:

Mettre en œuvre des politiques inclusives en matière de genre : travailler avec les acteurs régionaux et locaux pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de déplacement qui tiennent compte des besoins et des défis spécifiques au genre, en mettant l'accent sur l'autonomisation et l'acquisition de compétences pour les femmes et les filles déplacées.

 Formation sensible au genre sur les déplacements forcés: soutenir et faciliter les programmes de formation aux niveaux national et local pour assurer une compréhension approfondie des questions de genre dans les contextes de déplacement, contribuant ainsi à la création de systèmes de soutien plus efficaces.

#### Communautés locales et éducateurs :

- Solutions pilotés par les communautés: donner aux dirigeants et aux éducateurs locaux les moyens de mener des discussions sur les normes de genre et d'élaborer des réponses communautaires pour résoudre ces questions de manière efficace.
- L'éducation comme outil de changement : intégrer dans les programmes éducatifs un enseignement exhaustif sur l'égalité des genres, à la fois au sein des écoles, des mosquées et d'autres lieux d'apprentissage. S'attacher à impliquer les jeunes générations dans le façonnement des futures normes sociétales et impliquer les hommes pour souligner le rôle positif qu'ils peuvent jouer en tant qu'alliés au soutien de l'égalité de genre au sein de la communauté.
- Approches basées sur les arts: mettre en œuvre des méthodes créatives et basées sur les arts dans les milieux éducatifs pour favoriser l'empathie, remettre en question les normes de genre établies et promouvoir une réévaluation des identités de genre..

#### Médias, bailleurs de fonds et grand public :

 Approches coordonnées multi-acteurs: coordonner les réponses du gouvernement, du secteur des ONG, des bailleurs de fonds et des donateurs, des médias et de la communauté au sens large pour parvenir à l'égalité des genres.

#### **LIBAN**



édit photo : Radwan

Les projets sur le Liban font le constat que la triple crise récemment vécue par le pays (la crise économique, l'explosion du port de Beyrouth et la pandémie de COVID-19) a aggravé l'ostracisation, le harcè lement et la discrimination des personnes de diverses SOGIESC, en particulier les réfugiés syriens sans papiers, et ont noté la pénurie de soutien psychosocial pour ces communautés. La triple crise affecte également de manière disproportionnée les femmes migrantes, exacerbant leur vulnérabilité et entraînant une augmentation du chômage, de l'isolement, des incidents de violence sexiste et un risque accru de traite des êtres humains.

#### **Recommandations**

#### Gouvernement du Liban:

- Abolir les lois discriminatoires et renforcer les protections juridiques: l'article 534 du Code pénal criminalise les actes homosexuels. Cette loi, ainsi que d'autres qui criminalisent les travailleurs du sexe, devraient être abolies.
- Améliorer la protection juridique des femmes migrantes: le gouvernement libanais doit promulguer et appliquer des lois qui protègent les femmes migrantes dans les sphères publiques et privées, en leur offrant sécurité et justice.

#### Décideurs politiques et ONG libanaises :

- Adopter une approche intersectionnelle : les décideurs politiques et les ONG libanaises doivent adopter une approche intersectionnelle pour comprendre les complexités des identités SOGIESC, pour mettre en place des politiques et des services de soutien qui répondent à leurs besoins spécifiques.
- Soutenir l'activisme transnational : encourager et faciliter l'activisme transnational et la collaboration entre les organisations SOGIESC de la région pour renforcer la résilience et l'efficacité du mouvement SOGIESC au Liban et ailleurs
- Augmenter le financement durable : le Liban doit augmenter de toute urgence un financement durable apporté aux services axés sur la SOGIESC, en particulier dans les domaines de la santé mentale et du soutien psychosocial.

#### Gouvernement, ONG et organisations internationales :

- Réformer le système de kafala : Le gouvernement libanais, avec le soutien des organismes internationaux, doit de toute urgence réviser le système de kafala pour protéger les droits des travailleurs domestiques.
- Promouvoir les droits et la sécurité des migrants : une approche coordonnée impliquant le gouvernement libanais, les ONG et les organisations internationales devrait être adoptée pour créer un environnement plus inclusif, plus sûr et plus favorable aux femmes migrantes.
- Soutenir les programmes axés sur les migrants : le gouvernement libanais devrait collaborer avec les ONG sur des programmes offrant des formations professionnelles, une assistance juridique et un soutien social aux communautés migrantes.

#### Gouvernements des pays d'origine des travailleurs migrants:

· Accords bilatéraux sur les migrations : les gouvernements des pays d'où viennent les travailleurs domestiques migrants sont appelés à prendre des mesures et à négocier des accords bilatéraux avec le gouvernement libanais pour offrir des conditions plus équitables à leurs citoyens migrants.

#### SIERRA LEONE



Crédit photo : Projet sur la politique foncière, le genre et les stèmes juridiques pluriels

L'examen de la justice foncière en Sierra Leone met en évidence que la pauvreté est le principal facteur limitant l'accès à la terre, suivi par le fait d'être migrant ou non-issu d'une communauté. Cela affecte de manière disproportionnée les femmes qui sont confrontées à des normes culturelles patriarcales qui restreignent leurs droits fonciers. En outre, les entreprises profitent de la libéralisation de l'économie sierraléonaise pour refuser l'accès à la terre et déposséder les femmes. Le développement économique est prioritaire sur la justice sociale et l'autonomisation des femmes, ce qui entrave les efforts visant à établir une justice de genre sur le long terme et une paix inclusive.

#### **Recommandations**

#### Gouvernement de la Sierra Leone :

- Réforme et mise en œuvre des politiques : la réforme juridique et politique garantissant l'égalité de propriété et d'accès à la terre pour les femmes doit être renforcée et pleinement appliquée.
- Politique foncière et inclusivité : revoir et mettre à jour la politique foncière existante pour y intégrer les dispositions progressistes décrites dans la loi sur la Commission foncière nationale (2022) et la loi sur les droits fonciers coutumiers (2022). Cela devrait être accompagner de l'élaboration d'une loi foncière exhaustive.
- Droits des femmes et intérêts des entreprises : protéger les droits des femmes lorsqu'ils entrent en conflit avec les intérêts fonciers des entreprises. Cela comprend la suppression des flous juridiques qui permettent de compromettre les droits des femmes, y compris les droits fonciers, au nom du développement.

 Société civile et organisations locales : soutenir la société civile et les organisations locales qui travaillent sur le terrain, notamment par le biais de financements et d'engagements.

#### Autorités traditionnelles :

• Droit coutumier et égalité de genre : l'institution de la chefferie doit être réformée, en mettant l'accent sur la représentation et la participation égales des femmes dans la prise de décision de la chefferie, y compris dans les comités créés pour gérer les terres et les ressources foncières.

#### Organisations de la société civile et ONG:

• Justice foncière et acteurs non étatiques: l'assistance juridique et l'assistance à la résolution des litiges dédiées aux femmes devraient être renforcées afin que ces dernières puissent être représentées équitablement dans les transactions foncières et avoir accès à la justice lorsque leurs droits sont violés. L'éducation et le partage d'informations sur les nouvelles lois et politiques devraient également être prioritaires.

#### **SRI LANKA**



Les recherches sur le Sri Lanka se concentrent sur les questions de justice, de terre et de migration. Les projets de recherche constatent des lacunes importantes en matière de justice pour les familles de disparus et pour les victimes ayant survécu des violences sexuelles et sexistes, ainsi qu'un déficit systémique généralisé dans l'accès à la justice pour les femmes. Sur le plan foncier, les recherches du Hub montrent que la propriété foncière des femmes est affectée par l'absence d'une loi uniforme

sur les droits fonciers, la complexité des lois coutumières, les normes ethnoreligieuses et culturelles et l'impact de la guerre. Les personnes déplacées à l'intérieur du Sri Lanka ont un accès limité aux opportunités économiques et de subsistance et ne peuvent subvenir à leurs besoins de santé primaires. Les femmes migrantes de retour au pays sont confrontées à une discrimination et à des défis importants.

#### **Recommendations**

#### Gouvernement du Sri Lanka:

- **Justice pour les disparus :** donner la priorité aux dossiers de disparitions et enquêter sur les faits afin de restaurer la confiance dans l'Office des personnes disparues (OMP).
- Logement et restitution pour les Personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI): augmenter les subventions actuelles en matière de terres et de logements destinées aux PDI en suivant l'inflation. Poursuivre et élargir le travail de documentation des expériences des PDI afin d'informer les politiques de protection et d'assistance à la réinstallation et à la relocalisation.
- Justice pour les victimes-survivantes de violences sexuelles liées aux conflits (VSC): inclure une définition juridique des VSC dans le droit positif. Réviser les normes juridiques sur le consentement et la corroboration dans les cas de VSC et reconnaître l'impact du traumatisme sur les déclarations des témoins. Garantir les droits de participation des victimes devant les tribunaux
- Soutien aux victimes-survivantes dans les VSC:
   instituer une formation obligatoire et solide des policiers
   et des médecins légistes dans les cas de VSC et de
   traumatismes afin de garantir une approche sensible aux
   questions de genre et la protection de la dignité et des
   droits de la victime-survivante.
- Les lois existantes doivent être modifiées et mises en œuvre de manière appropriée pour permettre aux femmes d'avoir un meilleur accès à la terre et un contrôle total sur celle-ci: les administrateurs du gouvernement doivent s'assurer que les récents amendements aux lois (par exemple, l'ordonnance sur l'aménagement du territoire) sont respectés dans la pratique et que les femmes disposent d'une plus grande marge de décision en matière d'utilisation des terres.

- Encourager la migration de retour : élaborer et mettre en œuvre des politiques pour attirer et intégrer les rapatriés hautement qualifiés, en reconnaissant leur potentiel et leur capacité à contribuer au développement économique et à la paix.
- Dialogue intégré pour la paix future et la stabilité économique : Intégrer les discussions sur l'identité et la culture dans les dialogues sur la paix et l'économie. Les pratiques et la recherche basées sur les arts offrent des perspectives uniques qui peuvent guider l'élaboration des politiques.

#### Communauté internationale :

- Politiques inclusives en matière de genre : soutenir le développement, la mise en œuvre et la communication de politiques inclusives en matière de genre du niveau international au niveau local
- Placer les femmes marginalisées au centre des politiques de genre : les politiques existantes qui visent à mieux intégrer les femmes dans les systèmes de pouvoir doivent être réorientées afin de placer les communautés marginalisées au centre et de s'attaquer aux problèmes systémiques qui soumettent ces communautés au préjudice et à la violence.
- Responsabilité de l'Office des personnes disparues (OMP): il est impératif que les acteurs internationaux soutiennent les efforts des familles des disparus et maintiennent la pression sur l'État sri-lankais pour qu'il enquête sur les cas de disparition forcée et de personnes disparues par l'intermédiaire de l'OMP.
- Engagement international de la diaspora srilankaise : engager et mobiliser des experts au sein de la diaspora, en mettant l'accent sur la justice de genre et la paix inclusive.
- Soutenir les méthodes participatives et basées **sur les arts :** reconnaître et soutenir financièrement les méthodologies de recherche basées sur les arts pour leurs contributions uniques à la collecte, à l'apprentissage et à la diffusion des données.

#### **OUGANDA**



Crédit photo : Itote Rubombora sur Unsplas

Les projets menés en Ouganda présentent un large éventail de conclusions sur l'expérience post-conflit du pays. Les anciennes combattantes, les « populations déracinées », les « familles temporaires » des soldats et les femmes rapatriées et leurs enfants continuent de faire face à une marginalisation sévère, entraînant une stigmatisation, des difficultés économiques et des défis sociaux. Le système patrilinéaire de propriété foncière crée des défis importants pour toutes les femmes, en particulier les anciennes combattantes et leurs enfants, ce qui entraîne des conflits sur les droits fonciers et une insécurité. Le soutien de santé à long terme des excombattantes n'est pas adapté et ces dernières sont négligées dans les programmes de réintégration, ce qui entrave la réussite de leur réinsertion dans la société. Les conflits prolongés et les déplacements ont considérablement perturbé les relations intimes, les systèmes de parenté et les pratiques traditionnelles, entraînant des conflits intergénérationnels et de graves problèmes de santé mentale dans les populations touchées.

#### **Recommandations**

#### Gouvernement et décideurs politiques :

Engagement et soutien du gouvernement : s'engager de façon pérenne et offrir un soutien solide aux communautés marginalisées et aux populations déracinées, y compris les femmes rapatriées et les enfants nés lors du conflit, pour résoudre les problèmes de stigmatisation, de violence et d'intégration sociale.

- Simplification des processus juridiques: rationaliser les processus de documentation juridique pour les personnes qui ne disposent pas d'informations sur leurs parents ou sur leur lieu de naissance, permettant un meilleur accès aux services gouvernementaux et aux droits légaux, en particulier pour les enfants nés en captivité.
- Réforme agraire et confiance de la communauté: résoudre les conflits fonciers et les défis liés à la commercialisation des terres en renforçant la confiance des communautés, en facilitant l'adaptation des systèmes fonciers et de parenté traditionnels, et en garantissant un accès équitable à la terre pour tous, en particulier pour les femmes et les enfants touchés par le conflit.
- Stratégie militaire et politiques de déploiement:
   redéfinir les stratégies militaires pour mettre l'accent sur
   une résolution pacifique des conflits et limiter la durée et la
   fréquence des déploiements afin d'empêcher la formation de
   familles temporaires et d'améliorer le bien-être des soldats.

#### Organisations internationales et ONG:

 Rôle des acteurs internationaux: travailler activement avec une large gamme d'acteurs pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination à l'encontre des personnes anciennement associées à des groupes armés, en se concentrant sur les besoins et contextes spécifiques des populations affectées.

#### Communautés et institutions culturelles :

Donner la priorité à l'identité sociale d'après-guerre :
 élaborer des programmes pour soutenir la connectivité
 sociale, encourager le dialogue intergénérationnel et
 favoriser l'identité collective au sein des communautés.

#### Acteurs des médias et de la communication :

 Sensibilisation communautaire efficace: utiliser la radio et d'autres médias comme outils de sensibilisation communautaire et de débat public, en particulier dans les zones rurales touchées par la guerre, pour combler les divisions et amplifier les voix marginalisées au sein des différents groupes démographiques.

#### Soins de santé et services sociaux :

 Programmes de santé et de réintégration à long terme: élaborer et mettre en œuvre des programmes de réintégration exhaustifs et intentionnels qui traitent des impacts physiques, mentaux et sociaux que les conflits ont à long terme sur les anciens combattants. Le rapport complet est accessible sur ce site :

www.TheGenderHub.com



